

CONSEIL GÉNÉRAL du PARTI OUVRIER BELGE

---

---

LE  
**DÉSARMEMENT**

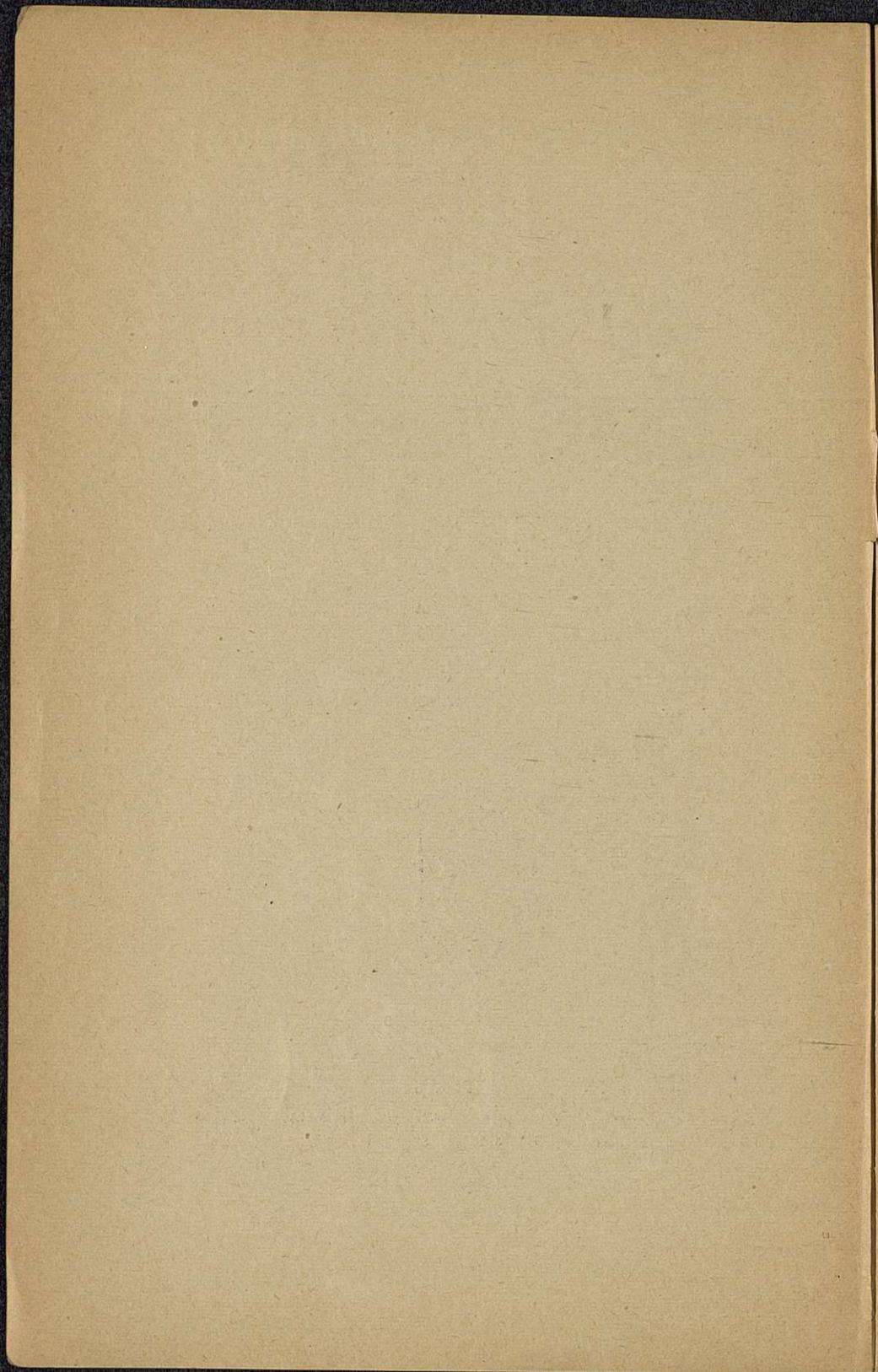
---

**Vade-Mecum**  
POUR LES  
**Militants socialistes**



1931

Imprimerie coopérative Lucifer (dir. : S Vanden Bosch)  
place de la Chapelle, 8, Bruxelles



# Le Désarmement

## Désarmez !

Quand au début du XVI<sup>e</sup> siècle, Fernand Cortez et ses compagnons pénétrèrent au Mexique, ils y trouvèrent un peuple arrivé à un degré de civilisation assez élevé, mais où persistait la coutume de sacrifier aux dieux des milliers de victimes humaines.

On s'étonne encore, aujourd'hui, de cet anachronisme sanglant.

Les historiens de l'avenir s'étonneront tout autant qu'au XX<sup>e</sup> siècle, dans des pays européens ou de civilisation européenne, des peuples qui, tous, dans leur masse, ne demandent qu'à vivre en paix, aient pu consacrer une fraction importante de leurs revenus, réaliser des prodiges d'ingéniosité au point de vue technique, maintenir, dans des sociétés industrielles, à grand renfort de millions, l'appareil démesurément accru des anciennes sociétés militaires, non point parce qu'ils avaient envie de se battre, mais parce qu'on était parvenu à les convaincre mutuellement que d'autres songeaient à les attaquer.

La guerre, telle qu'on la conçoit, aujourd'hui, est, de l'aveu de tous, une chose qui « ne paie pas », qui est monstrueusement laide et monstrueusement bête.

Mais dans des Etats sociaux comme les nôtres, il est quelque chose qui, moralement, est encore peut-être pire : c'est la préparation de la guerre; c'est l'existence perma-

nente d'organisations n'ayant d'autre but que l'inter-massacre.

Que des hommes, à un moment donné, dans un état de tension extrême, aient recours à la violence : cela peut s'expliquer et se comprendre.

Mais qu'en pleine paix — cette paix à laquelle tous les peuples civilisés, sans exception, tiennent, comme au meilleur des biens —, qu'en pleine paix, dis-je, des gouvernements, qui se prétendent civilisés, consacrent 140 milliards par an à enfermer des milliers de jeunes travailleurs dans les casernes, à couvrir d'uniformes galonnés d'or de coûteux états-majors et militaires professionnels, de mettre à profit toutes les ressources de la technique pour créer des canons, construire des cuirassés, inventer des avions et des gaz capables d'anéantir toute vie dans une zone déterminée, et cela uniquement pour des fins d'ambition et de prestige, voilà des survivances de sauvagerie qui dépassent mille fois les hécatombes humaines des Antiques.

C'est contre cette monstruosité qu'est la paix armée, que l'Internationale socialiste toute entière proteste, et, pour y mettre fin, réclame le *désarmement total, simultané et contrôlé*.

Dans son dernier Congrès, le P. O. B., dans sa majorité, a été d'avis que, dans une Europe restant armée, il n'était pas possible à un petit pays comme la Belgique, de renoncer au minimum d'organisation défensive, que prévoient les Accords de Locarno, et qui sont la condition même de l'intervention en sa faveur des puissances garantes en cas d'agression non provoquée. Mais il a décidé en même temps que, sur le plan national et à raison, notamment, des garanties que ces accords contiennent, tout devait être fait pour *réduire à ce minimum (imposé à l'Allemagne par le Traité de Versailles)* les effectifs, le matériel et la durée du service.

Il n'est pas besoin de rappeler ici à quelle résistance le vote de cette résolution se heurta de la part de la jeunesse, de nos femmes, de tous ceux dont l'idéalisme ardent se refuse à composer, fut-ce pour des motifs de légitime défense, avec ces deux abominations que sont la guerre et la préparation de la guerre.

Mais ceux qui, par froide raison, l'ont votée, doivent se

rendre compte que leur majorité ne tiendrait guère, qu'une vague de fond ne tarderait pas à l'emporter, s'ils ne donnaient, par des actes, la preuve que, *sur le plan national, comme sur le plan international*, ils sont fermement résolus à réclamer le désarmement, à travailler pour le désarmement, à *lutter pour le désarmement*, avec autant d'ardeur, avec autant d'énergie, et j'ajoute, étant donnée la fureur des campagnes nationalistes, avec autant de courage, que les partisans de formules plus absolues.

Pour mener cette lutte avec succès, il n'est pas possible, ni simple, de s'en tenir à des généralités vagues et sentimentales. Une documentation précise et substantielle est indispensable. Auguste Dewinne nous l'apporte. Elle aidera puissamment nos propagandistes, en leur fournissant des arguments concrets et décisifs, pour cette campagne que l'Internationale mène dans tous les pays et qui se résume, en définitive, dans ce seul mot, qu'il faut crier, et crier, sans relâche et de toutes parts, aux gouvernants et aux peuples :

D É S A R M E Z !

E. VANDERVELDE.

---

## La guerre possible ?...

La guerre est-elle encore possible ?

Certes, tout le monde la réprouve, au moins publiquement si pas toujours au fond du cœur.

Après les horreurs et la stupidité de celle de 1914, qui oserait penser tout haut autrement ?

Quelles sont les finances nationales qui soient en état de soutenir l'effort d'une guerre nouvelle qui peut durer des années, avec la perspective de la ruine de tous les belligérants au bout ?

Et puis, dit-on, les peuples ne marcheront plus.

En est-on bien sûr ?

On avait déjà dit de ces choses-là avant le mois d'août 1914, et cependant l'incendie fut allumé et ravagea le monde.

C'est que le danger de guerre peut créer une sorte de folie collective où la raison des masses chavire et qui mène à tous les crimes. Les germes qui ont produit un passé de honte et de sang, ne sont pas tous détruits. Et le capitalisme vit toujours.

Restons vigilants.

Mais d'où le fléau pourrait-il surgir ? demandera le pacifiste béat.

Les foyers d'incendie mal éteints ne manquent malheureusement pas.

Il y a danger de guerre en Europe centrale. On a morcelé le vieil empire des Habsbourg en un certain nombre de petits Etats, sans grand souci des conséquences économiques, dans le seul but de les affaiblir. L'Autriche, si elle reste isolée, ne peut continuer à vivre. La Hongrie et les autres Etats danubiens ne parviennent pas à vendre le blé dont leurs greniers sont pleins. Les peuples crèvent au milieu de leurs trop abondantes récoltes.

Les nations vaincues ont été désarmées avec la promesse d'un désarmement général qui, après plus de dix ans, n'est pas encore réalisé.

La France a créé en Europe centrale des Etats vassaux armés et entretenus par elle et chargés de veiller à l'exécution des traités écrasants pour les vaincus.

Une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche était sur le point de se faire. La France et la Petite Entente s'y sont opposées.

Sans doute ont-elles vu dans l'« Anschluss » la reprise de l'ancien rêve pangermaniste, la création d'un puissant bloc des Etats allemands allant de la Baltique à la mer Noire, la « Mitteleuropa ». C'est la « Zollunion ».

Il importerait somme toute assez peu que l'Autriche, de langue et de culture allemandes, se considère comme faisant partie de la communauté allemande. De quel côté veut-on, du reste, qu'elle cherche une planche de salut ?

Le projet de « Zollunion » est autrement dangereux.

S'il se réalisait, les pays allemands, importateurs de céréales, pourraient offrir aux pays danubiens des avantages économiques évidents.

La Hongrie, bien qu'elle ne le désire pas, se verrait obligée, pour ne pas périr, de s'agréger au bloc allemand.

La Roumanie, atteinte plus qu'aucun autre pays par la crise agraire, ne pourrait résister aux avantages immenses de pareille situation.

Ainsi le bloc économique allemand couperait en deux la Petite Entente et ruinerait d'un coup la politique poursuivie par la France avec l'aide des Etats vassaux.

Comment envisager de sang-froid semblable politique ?

La Tchécoslovaquie verrait la Bohême industrielle privée d'une partie de ses marchés et la Slovaquie agricole attirée vers le nouveau bloc. Son unité serait compromise et son existence même mise en jeu.

La Yougoslavie serait coupée de ses alliés et, abandonnée dans sa détresse, tendrait, elle aussi, vers le bloc allemand.

Ne serait-ce pas la guerre ?

Peut-être qu'une politique de paix tendant à constituer une fédération des Etats danubiens, qui pourrait plus tard s'intégrer dans la fédération européenne, éloignerait-elle de nous le sanglant cauchemar.

Mais, on n'en peut douter, c'est là-bas, sur le Danube, que se trouve le plus redoutable foyer d'incendie.

Il y en a d'autres.

Il y a le fascisme italien qui revendique la Dalmatie, l'hégémonie en Méditerranée et élève des prétentions sur Nice, la Savoie et la Tunisie, en attendant qu'il réclame un nouveau partage de l'Afrique dont la Belgique serait exclue.

Il y a l'irritante question du couloir polonais.

Il y a le nationalisme allemand, qui est le grand obstacle à l'entente franco-allemande, condition première de la paix en Europe.

Sans parler du conflit entre le Japon, la Chine et la Russie, qui menace d'embraser tout l'Extrême Orient.

Oui, la guerre est encore possible...

\* \* \*

Il faut que la paix soit possible.

Pour cela, il faut des solutions constructives fondées sur les réalités géographiques, les réalités économiques et les réalités humaines.

1° Il faut une Europe concrète faite, non de l'union diplomatique, donc hypocrite des Etats, mais de la fédération de ses unités naturelles, autour des axes normaux donnés par les fleuves, les climats et les solidarités d'intérêts.

2° Il faut une économie de l'époque moderne fondée non sur l'individualisme et le mythe de la production, mais sur le plan rationnel de l'économie dirigée.

3° Il faut orienter la force spirituelle de la jeunesse vers une aventure constructive, où son goût de la grandeur, de

la création et du risque trouvera son expression normale dans un enthousiasme fraternel en éliminant l'angoisse, l'ennui et les solutions désespérées.

Ce n'est pas parce que la guerre est possible qu'il faut l'accepter et s'y préparer.

Cela aussi est une solution de paresse.

Ce n'est pas parce que la paix est difficile qu'il faut se borner à la souhaiter et à l'exalter. Il faut la vouloir avec tout ce que cela comporte d'audace dans le domaine des idées et des faits.

La vouloir, c'est-à-dire rejeter délibérément un monde d'institutions, de préjugés, d'habitudes et de principes ; c'est-à-dire bouleverser les fondements mêmes d'une société qui trébuche dans son impuissance.

La paix, c'est une révolution.

---

## La course aux armements

144 milliards de dépenses pour la guerre par an!

Le « New-York Times » a publié récemment un tableau montrant ce que dépensent actuellement en un an, pour les besoins militaires, les différents pays. La Belgique y figure en bonne place, pour plus d'un milliard de francs. Nous en extrayons les quelques chiffres qui s'entendent en francs belges.

Allemagne . . . . .	fr.	6,017,306,400
Australie . . . . .		644,689,570
Autriche . . . . .		505,756,200
Belgique . . . . .		1,193,612,000
Bulgarie . . . . .		266,315,000
Canada . . . . .		737,422,000
Chine . . . . .		3,300,207,750
Espagne . . . . .		3,939,415,500
Etats-Unis . . . . .		24,759,875,000
France . . . . .		16,343,600,000
Grande-Bretagne . . . . .		16,283,925,000
Hongrie . . . . .		707,700,000
Inde . . . . .		7,404,566,770
Italie . . . . .		8,713,127,500
Japon . . . . .		8,290,352,500
Pays-Pas . . . . .		1,080,800,000
Pologne . . . . .		3,222,555,000
Roumanie . . . . .		1,877,652,000
Tchécoslovaquie . . . . .		1,791,615,000
Turquie . . . . .		608,004,740
U. R. S. S. . . . .		20,262,994,745
Yougoslavie . . . . .		1,766,030,000

Au total . . fr. 129,717,522,675

*En total:* 144 milliards pour la guerre!  
Pauvre humanité!

Et de bons esprits s'étonnent du déficit sans cesse grandissant des budgets de chaque Etat, du désordre de leurs finances, de la faillite qui les guette, et appréhendent le bouleversement économique, politique et social qui fatalement s'ensuivra.

A quand, par la volonté des peuples, les 144 milliards pour les œuvres de vie ?

#### **Les dépenses militaires en France.**

En France, à la Chambre des députés (séance du 6 mars 1931) le député socialiste du Var, Pierre Renaudel, rapporteur du budget de l'Air, a fait ces déclarations :

Le montant total du budget de l'air se chiffre, dans le projet du Gouvernement, par 2,262,852,000 francs, en augmentation de 238 millions sur le budget de l'an dernier.

Les dépenses militaires représentent donc plus des trois quarts du budget.

Sur les 213,183,000 francs affectés à l'aéronautique civile et marchande, les primes aux compagnies de navigation aérienne représentent à elles seules 200 millions.

Les chiffres sont plus élevés encore lorsqu'il s'agit d'escadrilles de l'aéronautique maritime. Une escadrille de bombardement coûte 37 millions 500,000 francs ; et si elle est métallique, 48 millions 500,000 francs.

Il faut, d'autre part, compter, pour une escadrille d'exploration, 38 millions 300,000 francs ; et si elle est métallique, 51 millions 900,000 francs ; pour une escadrille de surveillance, 15 millions 200,000 francs ; pour une escadrille de chasse, 18 millions 385,000 francs.

Ces chiffres ne sont rien à côté de l'explication qui les accompagnait. En effet, la note ministérielle qui me les communiquait disait :

« Ces chiffres, dans l'espace de un, deux ou trois ans, devront être doublés ou quadruplés. » (Mouvements divers.)

---

## A la Conférence de la Paix

### L'article 8 du Pacte de la S. D. N.

Les membres de la Société des Nations ont pris inconditionnellement, à l'article 8 du Pacte, l'engagement de réduire les armements à certaines limites que les États s'interdiraient ensuite de dépasser sans autorisation.

#### a) Extrait de l'article 8 du Pacte de la S.D.N.:

*« Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune.*

*Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat, prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers Gouvernements.*

*Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une revision tous les dix ans au moins.*

*Après leur adoption par les divers Gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil. »*

Au Congrès de Versailles, l'assurance a été donnée aux Etats désarmés par les traités que le régime d'exception qui leur était imposé, ne l'était que dans l'attente d'un système général de limitation et de réduction universelle.

#### a) **Traité de Versailles. Partie V: Clauses militaires, navales et aériennes.**

*« En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées... »*

N. B. — Le même texte figure dans les Traités de Saint-Germain, Trianon, Neuilly.

b) Observations allemandes du 29 mai 1919.

« Le Gouvernement allemand est disposé en particulier, à consentir à l'abolition du service militaire obligatoire, à condition que ce sera « le commencement d'une réduction générale des armements de toutes les nations » et qu'au plus tard deux ans après la conclusion de la paix, les autres Etats, conformément à l'article 8 de la Charte de la Ligue des Nations, élaborée par les adversaires, procéderont aussi à une limitation de leurs armements et aboliront le service militaire obligatoire. Du fait d'être prêt à désarmer avant les autres puissances, le Gouvernement de la République allemande prouve qu'il renonce définitivement à toute tendance militariste et impérialiste. »

c) Réponse de M. Clemenceau, Président de la Conférence de la Paix, aux observations de la Délégation allemande au sujet du projet de Traité de Paix.

(Paris, 16 juin 1919.)

« Les Puissances alliées et associés tiennent à spécifier que leurs conditions concernant les armements de l'Allemagne n'avaient pas seulement pour objet de la mettre dans l'impossibilité de reprendre sa politique d'agression militaire. Cela constitue également le premier pas vers cette réduction et cette limitation générale des armements que les dites Puissances cherchent à réaliser comme l'un des meilleurs moyens de prévenir la guerre — réduction et limitation d'armements que la S. D. N. aura parmi ses premiers devoirs celui de réaliser. Il est juste, comme il est nécessaire, de commencer obligatoirement la limitation des armements par la nation qui porte la responsabilité de leur extension. C'est seulement lorsque l'agresseur a montré le chemin, que ceux qui ont été attaqués, peuvent en toute sécurité en faire autant. »

### LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

La clause facultative du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale donne l'occasion aux Etats de s'engager à accepter la compétence de la Cour Permanente de Justice pour tous les différends où les parties se contestent un droit.

A la date du 1<sup>er</sup> juillet 1931, les Etats suivants ont accepté cette compétence obligatoire :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Esthonie, Ethiopie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce,

Etats Unis?  
Russie?

Haiti, Hongrie, Inde, Etat Libre d'Irlande, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Salvador, Siam, Suède, Suisse, Uruguay, Yougoslavie.

#### L'ACTE GENERAL D'ARBITRAGE, 1928.

L'Acte Général d'Arbitrage adopté par l'Assemblée de la S.D.N. en 1928 donne principalement aux Etats la possibilité de s'engager à soumettre à l'arbitrage les différends relatifs à des conflits d'intérêts où aucun droit n'est invoqué.

A la date du 1<sup>er</sup> juillet 1931 les Etats suivants ont adhéré à l'Acte Général en y comprenant cette partie essentielle :

Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède.

## Les accords de Locarno

Extrait du Protocole final de la Conférence.

(16 octobre 1925.)

« Les représentants des Gouvernements ici représentés... déclarent avoir la ferme conviction que l'entrée en vigueur de ces traités et conventions contribuera grandement à amener une détente morale entre les nations, qu'elle facilitera puissamment la solution de beaucoup de problèmes politiques et économiques, conformément aux intérêts et au sentiment des peuples et qu'en raffermissant la paix et la sécurité en Europe, elle sera de nature à hâter d'une manière efficace le désarmement prévu par l'article 8 du Pacte de la Société des Nations.

Ils s'engagent à donner leur concours sincère aux travaux déjà entrepris par la Société des Nations relativement au Désarmement et à en rechercher la réalisation dans une entente générale. »

Extrait du Pacte Briand-Kellogg.

(27 août 1928.)

« Article premier. — Les Hautes Parties Contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le retour à la guerre pour le règlement de différends nationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

Art. 2. — Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être cherché que par des moyens pacifiques. »

## Les grandes armées et le désarmement

Le collaborateur militaire du journal *Het Vaderland*, de La Haye, écrit :

« Le *Berliner Illustrierte Zeitung* a publié dernièrement un tableau assez suggestif en comparant les forces militaires des principaux pays européens.

Ce tableau est plus accusatif que le résultat d'une série de conférences pour le désarmement.

Voici les chiffres principaux :

### Forces armées en temps de paix :

	Hommes
Russie . . . . .	1,200,000
France . . . . .	650,700
Italie . . . . .	638,300
Pologne . . . . .	299,041
Angleterre . . . . .	186,100
Allemagne . . . . .	100,000

### Artillerie lourde :

	Pièces.
France . . . . .	1,172
Italie . . . . .	650
Russie . . . . .	600
Pologne . . . . .	426
Angleterre . . . . .	400
Allemagne . . . . .	22

### Artillerie légère :

Russie . . . . .	2,400
Angleterre . . . . .	1,700
France . . . . .	1,452
Pologne . . . . .	1,284
Italie . . . . .	1,200
Allemagne . . . . .	288

Mitrailleuses :	Pièces
France . . . . .	37,000
Russie . . . . .	23,000
Angleterre . . . . .	13,000
Pologne . . . . .	9,700
Italie . . . . .	4,300
Allemagne . . . . .	1,926

**Tanks :**

France . . . . .	2,500
Russie . . . . .	250
Italie . . . . .	250
Angleterre . . . . .	200
Pologne . . . . .	100
Allemagne . . . . .	pas

**Avions de guerre :**

France . . . . .	4,667
Angleterre . . . . .	1,547
Russie . . . . .	1,400
Italie . . . . .	1,160
Pologne . . . . .	1,000
Allemagne . . . . .	pas

Cet aperçu a été repris par *The Illustrated London News*, qui a ajouté pour son pays une force armée de 180,227 hommes composant l'armée territoriale.

---

## La guerre mondiale (en chiffres)

Le *Standaard*, journal catholique belge, publiait à la date du 5 avril 1930, un article intitulé *La guerre mondiale en chiffres*. Voici d'ailleurs un résumé du dit article.

« Les frais directs de la guerre mondiale se chiffrent à 21,500 milliards de francs. Ce qui reviendrait à 1 million 300,000 francs par heure depuis la naissance du Christ; 13 millions de tonnes de navires de commerce furent coulés, ce qui reviendrait à 3,250 bateaux de 4,000 tonnes chaque. Leur valeur est estimée à 150 milliards de francs. La valeur des habitations détruites, des entreprises industrielles, des travaux publics, etc., est estimée à environ 450 milliards de francs.

» En ce qui concerne les hommes: à la fin de la guerre, laquelle dura 1,551 jours, environ 30 millions d'hommes armés se trouvaient face à face; le nombre de mobilisés pendant la guerre s'élevait presque au double.

» Dix millions d'hommes sont morts sur les champs de bataille, soit une moyenne de 6,400 par jour ou 4 hommes par minute. Trois millions de soldats auront probablement disparu; 13 millions de non-militaires sont morts par suite de la guerre.

» Vingt millions de soldats ont été gravement blessés; 3 millions furent faits prisonniers; 9 millions d'enfants sont devenus orphelins et 5 millions de femmes deviennent veuves; 10 millions d'hommes ont dû se réfugier.

» Pour se faire une idée du nombre des victimes de la guerre, il faudrait que, pendant 70 ans, on coule journellement un navire avec 1,000 personnes. En travail, les forces humaines brisées par la guerre représenteraient le travail d'un million d'hommes, avec une semaine de 44 heures, pendant 3,000 ans au moins.

» Le ministre anglais Snowden a établi le budget des frais de guerre incombant à l'Angleterre. La guerre mondiale lui apporta pour 1,800 milliards de francs de frais. Cette guerre imposa à la Grande-Bretagne une dette d'environ 1,150 milliards de francs. Pour la rente et l'amortissement de cette dette, les contribuables anglais doivent produire annuellement 60 milliards de francs, soit environ 170 millions par jour ou 110,000 francs par minute. Et si l'on ajoute à cela les millions que l'on paye annuellement à l'armée, la flotte et pensions, on arrive aux 3/4 des contributions anglaises qui doivent être employées pour payer les guerres passées et préparer les prochaines.

» En 1913, il y avait 20 millions de soldats exercés et 30 millions en 1929. En 1929, les budgets de guerre s'élevaient à 150 milliards de francs, dont 60 p.c. revenaient à charge des budgets européens. Il y avait en cette année 6 1/2 millions de soldats sous les armes, et rien qu'en Europe il y avait 8,800 avions de guerre prêts pour une prochaine guerre. »

---

## Le danger aéro-chimique

Depuis treize ans, l'avion s'est profondément transformé. Actuellement, *il n'existe plus de différence entre une escadre de bombardement et une flotte de commerce.*

Dans chacun des grands pays, les manœuvres militaires qui se succèdent depuis quatre ans ont fait et refait la preuve qu'aucune force d'aviation ni d'artillerie ne peut s'opposer efficacement au survol massif d'une ville par une escadre agissant à son heure et dans la nuit. Le commandement n'a que la ressource de la riposte, si toutefois la totalité des centres industriels — qui sont les centres nerveux de la Nation — n'a pas été détruite par le premier coup porté.

Cette dernière hypothèse n'apparaît pas improbable, si on envisage l'ampleur *relativement infime* des moyens qu'elle supposerait mis en œuvre par l'ennemi, savoir : 3.000 avions, divisés en 6 escadres opérant chacune sur un centre industriel, et montés par douze mille hommes — si toutefois la conduite électrique à distance n'a pas déjà supprimé une partie des équipages.

Ces escadres ne sont pas munies des lourdes bombes explosives de jadis : elles portent des bombes *chimiques*, dix fois plus légères et cent fois plus offensives.

La liste interminable — et toujours ouverte — des poisons de guerre peut être exploitée savamment suivant les objectifs à atteindre : gaz légers ou gaz lourds — gaz visibles ou invisibles — gaz à action fugace ou persistante.

Dans le chargement des avions, les bombes chimiques seront accompagnées de bombes *incendiaires* et l'effroyable *phosphore blanc* mettra en cendres les derniers réduits que les gaz n'auraient pas dépeuplés.

Or, la *défense est illusoire* dans la ville, dont les quartiers et les rues emprisonnent des masses de gaz accrochés

à tous les pans de mur. Les *masques* — s'ils sont efficaces — s'usent vite et d'autant plus que l'assiégé fait plus d'efforts pour s'enfuir. Les provisions et les ravitaillements s'imprègnent de poisons : la *faim* achève l'hécatombe. Les maladies se développent chez ceux qui auraient échappé à la mort immédiate ou retardée — et par ces ultimes survivants la *contagion* se répand à travers le pays.

Six raids simultanés, sans l'ombre d'une déclaration de guerre, sur six centres industriels d'un grand pays : six foyers d'infection rayonnant sur les campagnes. Pour l'assaillant une nuit de travail, huit jours d'attente, puis l'invasion. Cela suffit : l'actif matériel de la nation ainsi abattue d'un seul coup, sans risques ni dépenses, a passé des mains des possesseurs à celles de l'assassin.

Il est impossible d'é luder l'image d'une action de guerre *nécessairement* conçue et réalisée dans les lignes ainsi décrites, si on détient quelques informations précises sur l'état des approvisionnements réalisés par les départements militaires de l'Europe, et des études, jour par jour poursuivies par les chimistes de ces départements.

(Extrait de la revue *Plans*.)

\* \* \*

*Voici, sur le danger aérochimique d'une nouvelle guerre, les considérations que Camille Huysmans fit valoir dans un discours prononcé à la Chambre le 20 juillet 1928 :*

HUYSMANS. — L'œuvre accomplie aujourd'hui par une batterie d'artillerie sera faite demain par un seul pilote-aviateur et son aide.

Hier, on parlait d'attaques motorisées. Demain, nous aurons avant tout, les attaques aériennes. Et vous aurez beau couvrir vos frontières avec des soldats de quatorze mois, l'escadrille passera par-dessus. La guerre de demain aura une puissance de destruction dont nous ne nous rendons pas compte. Les documents militaires reconnaissent ouvertement que la plupart des gouvernements s'en préoccupent. Je ne ferai pas ici l'exposé technique sur les séries diverses de gaz qu'a fait également Hanslian. Je devrais citer des mots savants à l'aspect barbare. Il me suffit de rappeler les événements récents de Hambourg, qui ont tant fait parler du phosgène. Les hommes qui respirent ce gaz meurent généralement en vingt-quatre heures.

Endres dit que 3 millièmes de milligramme dans un mètre cube d'air suffisent à empoisonner les occupants des tranchées. Bientôt l'écume sort de la bouche. La face blémit. Le soldat perd la

vue. Il se forme des poches sur la peau ou bien des abcès. Certains gaz obligent le soldat à enlever le masque, pour permettre à un autre gaz de frapper de mort le malheureux.

Mais tout cela n'est encore rien. Les gaz nouveaux rendent le port du masque inutile. Ils traversent le masque. Ils sont cent fois plus efficaces que les gaz de la dernière guerre. Un milligramme de gaz pour 100 millions de milligrammes d'air met le soldat hors de combat.

Pour donner l'impression des possibilités de demain, ce spécialiste dit qu'il suffira de deux avions modernes pour gazer toute la ville de Londres. Le pays tout entier peut ainsi devenir un champ de bataille, et il en résulte que la guerre future sera surtout une guerre contre les désarmés. On imposera la paix par l'horreur! La décision ne sera plus imposée par une victoire sur les armées : ce seront les peuples qui, s'opposant aux peuples, s'entredétruiront. Les manœuvres anglaises de 1927 ont fait constater que, sur 257 avions, 16 seulement ont pu être repérés, et l'expérience d'Odessa confirme l'expérience de Londres. Si nos collègues doutaient de la vérité de cette assertion, l'honorable M. Jacquemotte ne manquerait pas de nous convaincre, j'en suis sûr.

La conclusion du général Fries, président du service chimique aux Etats-Unis, est que la victoire appartiendra aux généraux et aux états-majors qui pourront faire le plus grand usage de cette arme nouvelle: les gaz. Voilà la nouvelle méthode! Elle ne demande que fort peu de temps. On saurait prévoir le déclenchement de l'attaque. Est-il donc possible, dans ces conditions, de défendre tout un pays quand la frontière du Luxembourg reste ouverte? Et vous imaginez-vous que l'assaillant respectera le Limbourg hollandais? Voyez, à cet égard, les documents découverts récemment à Anvers et publiés à La Haye.

Ce que je crains, Messieurs, c'est que nous n'arrivions de nouveau trop tard, comme en 1914. Il me semble que les projets militaires ne tiennent pas suffisamment compte de la technique nouvelle, et que j'ai l'impression que la formule qui nous est proposée ne correspond plus aux exigences du moment. Et ce qui est tragique, c'est que les mesures projetées sont inefficaces pour la défense du pays. En ce moment, on ne peut faire qu'une seule chose, c'est de dire: Si vous venez chez moi, je viendrai chez vous. La technique militaire est arrivée aujourd'hui à un point où la guerre signifie la destruction de l'humanité et de la civilisation. En réalité, la guerre est devenue synonyme de suicide.

J'ai posé récemment la question à un professeur d'université, professeur de chimie. Je lui ai soumis les conclusions que je tire de l'étude d'Endres, et je lui ai demandé s'il était exact que les gaz traversent les masques et qu'il n'y a plus moyen de défendre les soldats contre les produits chimiques. Il m'a répondu : C'est parfaitement exact. Si l'on voulait armer de masques 350,000 hommes, la dépense se chiffrerait pour le Trésor par une somme d'au moins 700 millions. Cette dépense, la ferons-nous, Messieurs?

J'ai vu, dans les rapports de la Commission mixte, que vous avez commandé des masques et qu'on ne vous a livré que le tiers.

200 ple  
masque

Il y a donc encore deux autres tiers qu'il faudra livrer. Ne pensez-vous pas aujourd'hui que la dépense sera inutile ?

Messieurs, tous les Etats s'occupent de cette question ; les Etats-Unis ont dépensé, de 1921 à 1925, 3 1/2 millions de dollars, auxquels doivent s'ajouter des charges nouvelles plus considérables. Au Japon, l'organisation occupe quatre divisions. La France ne reste pas en arrière. En 1925, l'Angleterre a dépensé 273,000 livres sterling et le budget est en augmentation pour 1928. La Russie est prête comme les autres pays. L'Italie a 200 officiers qui relèvent du « Servizio chimico militare ».

Et voici ce que dit le général Galet :

« L'emploi du gaz est proscrit par le Traité de Versailles, mais tout le monde propose ouvertement la guerre des gaz, sous des prétextes préventifs, et il ne manque pas de voix autorisées pour la proclamer une forme humanitaire de la guerre. »

Je crois que le général Galet exagère : ce n'est pas une forme humanitaire de la guerre. C'est la forme la plus abominable que l'on puisse imaginer. On s'en servira : elle est facile, économique, efficace ; elle détruit les populations. Hier, des armées pouvaient s'opposer à d'autres armées ; des hommes pouvaient disparaître. Si demain les femmes et les enfants sont frappés dans les villes et dans les usines, c'est la destruction de la race, c'est la mort de la civilisation. Voilà ce qui nous attend !

Et le général corrobore ce que je viens de dire à une autre page du rapport de la Commission mixte. Il y dit (p. 9) : « Les masques ne protègent pas contre l'oxyde de carbone. Ici, rien n'a encore été trouvé. »

Je crois de bonne foi que les projets élaborés par l'état-major ne tiennent pas suffisamment compte de cette évolution de la science militaire, qu'il connaît cependant. Je crois qu'il a prévu une dépense de plusieurs centaines de millions de francs pour un système inoffensif, inopérant. C'est encore une raison pour laquelle je ne comprends pas la hâte que vous apportez à discuter ces projets. Il aurait fallu délibérer normalement, à tête reposée. Il n'aurait pas fallu que la Commission mixte s'en allât sur une résolution équivoque, si pas ridicule. Il ne fallait pas placer le Parlement devant un problème complexe et tragique à résoudre, en voulant, comme disent les allemands, « durchpeitschen », c'est-à-dire le mener à la cravache, en l'obligeant à siéger sans désespérer pour aboutir n'importe comment. Je crois savoir, d'ailleurs, qu'il y a des officiers compétents de l'état-major qui n'ont pas été consultés et qui sont loin d'être enthousiastes du projet du Gouvernement. Même dans ces milieux, le système proposé n'a pas une bonne presse.

Notre attitude, à nous, est dictée par le bon sens. Comme vous, nous sommes partisans de la défense nationale. Sans doute, des réserves ont été faites sur certains bancs, mais je sais aussi qu'il y a eu à droite les partisans du « niemand gedwongen soldaat ».

*Discours prononcé lors de la discussion générale du projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.*

20 juillet 1928.

## Scènes de la guerre future

### La guerre de deux heures

La France peut actuellement mobiliser en quelques heures, par la T. S. F., 4,000 avions qui peuvent le même jour ou la même nuit, en un seul raid, jeter 120 tonnes de bombes. L'Italie, l'Angleterre n'en peuvent probablement pas faire moins. Ceci est une indication du progrès fait depuis la guerre mondiale, pendant laquelle on ne lança pas plus de 12 tonnes par mois.

Parmi les projectiles d'avion, il y en a qui pèsent jusqu'à 2,000 kg. qui, tombant sur la place devant la gare du Nord à Bruxelles ou sur la place de l'Opéra à Paris ou encore sur le Picadilly Circus à Londres, les détruiraient complètement. On parle encore à l'heure actuelle d'avions invisibles et silencieux. On connaît les essais faits avec les avions dirigés du sol au moyen des ondes et qui pourront atteindre une vitesse de 400 km. et semer des bombes selon les directions données de la terre.

Il y a aujourd'hui une grande variété de gaz intoxicants contre lesquels il n'y a aucune défense. Le gaz *cacodyl isocyanide* par exemple. Ce gaz est tellement meurtrier qu'aujourd'hui on oserait songer à son usage. D'autre part, il y a nombre de gaz irritants qui obligent la personne atteinte d'enlever son masque et de respirer les gaz suffoquants qui suivent.

La science chimique permet aujourd'hui de fabriquer des bombes chargées de germes des maladies épidémiques suivantes: la fièvre jaune, la dysenterie, la diphtérie, la malaria, le typhus, la peste, le choléra.

Le radium automite, récemment découvert, est une matière explosive bien plus dévastatrice encore que l'explosif

T. N. T. la plus formidable connue pendant la Grande Guerre.

Celui qui parle le premier parlera le dernier pendant la guerre future. L'agresseur sera le vainqueur. A Brême ou à Calais, un millier de pilotes prendront place dans leurs avions munis d'une dizaine de tonnes de bombes et, d'une simple pression du doigt, feront pleuvoir leurs projectiles. Le signal du départ, — quelques heures de vol, de virages, des montées ou des descentes pour éviter les avions lancés à leur poursuite, quelques-uns d'entre eux abattus, lorsque l'artillerie antiavion, qui, sans beaucoup de succès, essayera de remplir avec son feu une superficie de 100 km. de large et de 4 à 5 km. de haut —. D'après le plan prévu, les bombes s'abattront sur les villes. Ainsi disparaîtront définitivement Londres, Paris, Rome, Berlin. Les autres villes auront leur tour après.

La civilisation qui nous donne des hommes tels que Beethoven, et Goethe ou Bacon, Newton et Watt, ou encore Pasteur, Racine, Jean-Jacques Rousseau aura vécu. Pas un rat, ni fourmi, ni poisson pourront survivre. Les sources de la vie même seront anéanties. Les êtres vivants auront cessé de respirer. Voilà le résultat du *dyphenyl-chloroarsine*.

Un bon sous-marin coûte 10 à 20 millions de francs, il nécessite un équipage de 30 hommes. Submergé il ne dépasse guère la vitesse de 35 km. à l'heure. Il n'a pas un tir efficace ni précis dans les circonstances ordinaires.

Un bon avion coûte 250,000 francs, son équipage ne comprend que un ou deux hommes. Il peut réaliser une vitesse de 350 km. à l'heure et lancer des bombes avec beaucoup de précision. En dehors de l'avion, il est superflu de parler d'autres engins de guerre. En tenant compte de tous les facteurs, il a cet avantage d'être plus meurtrier et surtout meilleur marché que n'importe quelle autre arme. Il doit sa « place d'honneur » qu'il ne partage avec aucune autre arme à sa capacité de se mouvoir dans trois directions, tandis que les autres engins — exception faite du lourd sous-marin — sont réduits à une ou deux dimensions. Les points d'attaque des avions sont cubiques (largeur X profondeur). L'unique moyen d'écarter les avions ennemis d'une place déterminée est d'avoir une artillerie contre-avion pouvant remplir d'éclats d'acier et de matières explosives,

un espace de plusieurs dizaines de km<sup>2</sup>. La résistance par les avions de défense est presque aussi difficile. La stratégie militaire à la réplique facile à ces problèmes, réplique qui fût la même pour tous les généraux vainqueurs dans l'histoire: « La meilleure défense est l'attaque. » Au moment même où l'Allemagne, par exemple, dirigera un millier d'avions sur les villes anglaises ou françaises, 1,500 avions anglais ou français partiront pour l'Allemagne. Résultat: la fin de deux civilisations au lieu d'une. L'histoire tout entière finirait en quelques heures. Les poumons pleins de *dyphenylchloroarsine*, nous n'aurons plus à nous préoccuper de tous nos soucis. Les Etats-Unis et la Russie ne pourront pas être balayés d'une façon aussi rapide et diabolique. Mais un essaim d'avions partant du Canada ou du Mexique pourront facilement et en peu de temps détruire les principales villes des Etats-Unis; la même chose pourra se produire en Russie également au moyen d'avions partant de la Pologne ou de n'importe quel autre pays voisin.

Il n'y a pas d'issue possible. Les mirifiques photos de l'artillerie antiavion qui ornent nos revues illustrées sont une insulte pour notre intelligence. Les supercuirassés avec leurs grandes panaches de fumée fendant majestueusement les flots sont encore un plus grand outrage. Ceux qui préconisent des masques à gaz pour hommes, femmes et enfants sont le comble.

Hélas! le nombre de personnes capables de se faire une idée des atrocités de la prochaine dernière sont tellement peu nombreuses et ont si peu d'influence auprès du département de la guerre et de la marine que le monde ne peut s'imaginer ce qui l'attend. Mais quand les guerriers auront réglé leur compte, le choc que le monde aura reçu sera si formidable que l'on se décidera enfin que de telles choses doivent prendre fin pour toujours.

Les parties de l'Occident et de l'Orient qui survivront pourront alors s'entendre pour une paix éternelle.

Adapté de « *Men and Machines* »  
de Stewart CHASE.

## La revision des traités

*La résolution de Vienne n'est assurément pas la première où l'Internationale reconstituée ait pris position vis-à-vis des traités de 1919. Elle l'avait fait à Hambourg, dès son Congrès constitutif. Elle l'a fait, il y a trois ans, à Bruxelles. Certaines des sections nationales qui la composent, avaient de leur côté pris parti, par leur vote au sein de leurs parlements respectifs. C'est ainsi que la section française, sans porter de condamnation indistincte contre le traité de Versailles et les instruments connexes, sans méconnaître le moins du monde qu'ils eussent réparé quelques-unes des iniquités séculaires de l'histoire, ainsi que le rappelait si noblement Otto Bauer à la tribune du Congrès de Vienne, s'était cependant refusée à les admettre dans leur ensemble et à les avaliser de la signature socialiste.*

*L'attitude générale du socialisme vis-à-vis des traités de paix était donc chose acquise, chose connue. Il n'en est pas garant, il ne les reconnaît pas, il est convaincu qu'on ne saurait les maintenir indéfiniment dans leur teneur sans les plus graves dangers pour la paix. Bien que le terme de revision prête à l'équivoque et que les polémiques en aient quelque peu faussé le sens, il est donc révisionniste, il juge la revision des traités nécessaire ou, pour mieux dire, inévitable. Le socialisme international n'avait jamais, je le répète, varié dans cette opinion. mais jamais il ne l'avait formulée avec autant de franchise et de précision que dans la résolution de Vienne.*

Léon BLUM.

## Congrès Socialiste International

(tenu à Vienne du 25 juillet au 1<sup>er</sup> août 1931)

*La résolution commune de la Fédération syndicale internationale et de l'Internationale ouvrière socialiste contre les dangers de guerre :*

### **Le Socialisme, c'est la Paix.**

#### I

La F.S.I. et l'I.O.S. rappellent, une fois de plus, que toutes les forces matérielles et morales, tous les moyens d'action du prolétariat sont mis au service de la paix.

En luttant contre le capitalisme, générateur de guerre, en travaillant à l'avènement d'un ordre social nouveau, affranchi des antagonismes de classe, le prolétariat prépare la réalisation la plus parfaite, la réalisation définitive de la paix. Le mouvement ouvrier s'efforce, d'ailleurs, sans cesse, de développer les germes de paix qui se rencontrent déjà dans l'ordre social actuel. Il s'est toujours appliqué à promouvoir toutes les formes de la coopération économique et politique entre les peuples. Il a lutté sans cesse et luttera encore pour le développement de l'arbitrage, de la justice internationale et de toutes les formes de règlement pacifique des conflits. Mais la F.S.I. et l'I.O.S. n'ont jamais perdu de vue que le désarmement est un élément essentiel, indispensable de cet ordre pacifique lui-même, que sans lui tout le reste serait vain. L'heure est venue de le rappeler énergiquement aux gouvernements qui semblent l'oublier.

### **Si nos espérances étaient déçues.**

Le désarmement a été promis aux peuples à maintes reprises, de la façon la plus formelle et la plus solennelle.

Le Pacte Kellogg implique clairement le désarmement, s'il faut y voir autre chose que la vaine expression d'un souhait impuissant. L'article 8 du Pacte de la Société des Nations contient l'engagement précis de réduire les armements. Si les Traités de Paix stipulent le désarmement des pays vaincus, c'est, d'après leur texte même, pour préparer « la limitation générale des armements de

toutes les nations ». Depuis plus de dix ans, la Société des Nations, la Commission mixte, la Commission préparatoire, d'innombrables comités ont accumulé leurs études. On a imposé au monde une bien longue attente. Il importe que les gouvernements sachent que ces délais sans cesse renouvelés ont fini par épuiser la patience populaire. La Conférence du Désarmement est maintenant convoquée. Que l'on se garde de décevoir, une fois encore, les espérances que cette convocation a fait renaître ! Si un ajournement devait encore se produire, si la Conférence n'aboutissait pas à des résultats concrets et importants, il faudrait bien constater cette faillite. Le mouvement ouvrier aurait à en tirer la leçon et à régler son action en conséquence.

## Déclaration des deux Internationales.

La F.S.I. et l'I.O.S. déclarent :

1. Le système du désarmement ne pourra être basé d'une manière stable, définitive, que sur l'égalité des droits et des devoirs. Rien ne serait plus funeste pour la paix que de prétendre soumettre indéfiniment les peuples vainqueurs et les peuples vaincus à des régimes différents. La F.S.I. et l'I.O.S. exigent qu'un pas décisif vers l'égalité soit fait dès la Conférence de 1932 ;

2. On ne saurait songer à réaliser l'égalité par le réarmement des pays, qui ont été désarmés en vertu des Traités de Paix. La Convention de désarmement ne saurait davantage consacrer une « stabilisation », qui serait considérée par l'opinion ouvrière comme un véritable défi. La F.S.I. et l'I.O.S. exigent, au contraire, une réduction importante, immédiate et générale ;

3. Cette réduction doit atteindre tous les éléments des armements. Elle doit porter sur les effectifs du temps de paix ; sur la durée de service et sur les réserves mobilisables ; sur toutes les catégories de dépenses militaires ; sur les navires, les fortifications, les armes et les munitions pour les forces de terre et de mer.

L'interdiction des munitions chimiques et bactériologiques doit être confirmée et rendue efficace.

Dès maintenant, les forces aériennes nationales doivent être supprimées comme élément des forces de défense nationale restant permises par la convention qui terminera la Conférence du Désarmement.

Un contrôle très étroit des constructions d'aviation civile (aviation commerciale et de tourisme) sera institué, et les lignes de navigation aérienne devront être internationalisées ;

4. Pour assurer le respect de la convention générale qu'il s'agit de conclure, il est indispensable que soit organisé, indépendamment du contrôle intérieur dans les différents pays, que la démocratie seule rend possible, un contrôle international très rigou-

reux, portant sur les fabrications de guerre publiques et privées et sur le trafic international des armes.

« Ce contrôle international devrait remplacer le système de contrôle établi par les Traités de Paix. Il devrait s'appliquer également à toutes les nations. »

A ce sujet, il faut que la convention interdise aux Etats de considérer comme délictueuses les révélations relatives aux infractions à la convention elle-même ;

5. Après avoir réalisé ces premières mesures, il importe de poursuivre l'œuvre du désarmement jusqu'à ce qu'elle soit arrivée à son terme, c'est-à-dire jusqu'à ce que toute préparation à la guerre ait cessé sur la surface entière du monde.

Il faudra, dans ce but, créer un organisme international permanent du désarmement, avec des conférences se réunissant par intervalles réguliers et rapprochés, pour arrêter chaque fois les mesures nouvelles de désarmement à réaliser au cours de la période suivante.

## II

### **Motion complémentaire.**

*(Votée sur la proposition de la Grande-Bretagne.)*

Le Congrès déclare :

Il y a lieu d'effectuer une réduction massive et une limitation générale et stricte de toutes les forces navales.

Mais, en outre, et particulièrement, la Convention qui sera établie par la Conférence du désarmement devrait prévoir les mesures propres à assurer la suppression totale de tous les navires de guerre de plus de 10,000 tonnes, des vaisseaux porte-avions et des sous-marins, avec telles modalités qui peuvent apparaître nécessaires en raison des formes nouvelles et de la puissance de l'armement, et étant entendu que les solutions proposées seront liées dans un ensemble.

## III

### **La lutte contre la guerre.**

» Considérant :

Que, dans la situation actuelle, la lutte contre les dangers de guerre est la tâche suprême des partis socialistes ;

Que tous les partis de l'Internationale ouvrière socialiste sont unanimes à vouloir se servir de tous les moyens dont ils disposent pour combattre tout gouvernement qui troublerait la paix de l'Europe ;

Que le Congrès de Bruxelles, déjà, a résolu d'exercer la pression la plus forte, même la plus révolutionnaire, contre tout gou-

vernement qui se refuserait à l'acceptation de l'arbitrage et aurait recours à la guerre ;

Le Congrès renvoie à la Commission mixte permanente de l'I.O.S. et de la F.S.I. pour le désarmement toutes propositions autres que celles contenues dans les résolutions déjà présentées, et notamment celles relatives à l'établissement des règles précises en ce qui concerne le refus des crédits militaires et à une action commune de l'Internationale contre les gouvernements qui provoquent un danger de guerre, en exprimant le désir que cette Commission en fasse rapport aux Comités exécutifs de l'I.O.S. et de la F.S.I. dans le plus bref délai possible.

#### IV

### Décisions diverses.

Le Congrès de l'Internationale a pris également un certain nombre de décisions pour intensifier l'action du socialisme en faveur du désarmement.

Il a décidé que des manifestations du genre de celles qui ont déjà eu lieu en 1930 et 1931 à Aix-la-Chapelle, à Constance, à Bâle, etc., seront organisées du 15 août au 15 octobre 1931 dans beaucoup de localités à proximité de la frontière.

Les groupes parlementaires socialistes ont été invités à soutenir les revendications de la F.S.I. et de l'I.O.S. dans les assemblées parlementaires et à faire en sorte que les gouvernements contribuent de leur mieux au succès de la Conférence du désarmement.

Les différentes sections de l'Internationale ont été chargées d'organiser de grands meetings publics fin 1931, début 1932, dans les villes les plus importantes, avec des orateurs des différents pays.

---

## Au Congrès du P. O. B.

Voici le texte de la motion votée au Congrès du Parti ouvrier belge le 5 avril 1931 :

L'un des buts essentiels que poursuit le P.O.B. est la lutte contre la guerre et l'organisation de la paix.

C'est en vue d'atteindre ces buts, qu'il inscrit à son programme:

a) Sur le plan international :

Action collective et immédiate comportant une réduction progressive, simultanée et contrôlée des armements, résultant d'engagements contractuels et tendant au désarmement général, lorsque l'organisation de la paix par la démocratie sera assez solide pour assurer la sécurité générale et rendre inutile tout appareil militaire ;

b) Sur le plan national :

Dès à présent, et indépendamment d'accords généraux plus étendus, réduction des armements de la Belgique à un niveau suffisant pour établir, conformément aux engagements internationaux du pays, l'équilibre des armements sur le Rhin.

La réduction devra porter à la fois :

- a) Sur les dépenses militaires ;
  - b) Sur le matériel préparé en vue de la guerre ;
  - c) Sur le temps de service, qui ne devra en aucun cas dépasser six mois ;
  - d) Sur le nombre des militaires professionnels.
-